

ASSEMBLÉE NATIONALE

11 décembre 2020

PLF POUR 2021 - (N° 3642)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 279

présenté par

Mme Pinel, M. Castellani, Mme De Temmerman, M. Pancher, M. Simian, M. Acquaviva, M. Brial,
M. Clément, M. Colombani, Mme Dubié, Mme Frédérique Dumas, M. François-Michel Lambert,
M. Lassalle, M. Molac et Mme Wonner

ARTICLE 33**ÉTAT B****Mission « Plan de relance »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Écologie	0	3 000 000 000
Compétitivité	0	0
Cohésion	0	0
Plan pour l'égalité réelle en outre-mer	0	0
Fonds de compensation des charges fixes	0	0
Fonds de transition écologique des PME et TPE	0	0
Plan de relance pour la Polynésie française	0	0
Logement <i>(ligne nouvelle)</i>	3 000 000 000	0
TOTAUX	3 000 000 000	3 000 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Au premier semestre 2020, les ventes des promoteurs ont reculé de 31 % par rapport à l'an dernier et les mises en vente de 37 %, selon les chiffres de la Fédération française du bâtiment (FFB). Du côté de la construction, les chiffres sont tout aussi inquiétants : -15 % de mises en chantiers sur les sept premiers mois de l'année et -20 % de permis de construire. Un effondrement des autorisations qui s'est même accéléré sur les 3 derniers mois, à -27 % pour la période allant de mai à juillet 2020, par rapport à l'an dernier. Or les économistes estiment qu'un logement construit équivaut à deux emplois.

Malgré ce contexte alarmant, l'immobilier neuf fait office d'angle mort du plan de relance économique, celui-ci ne consacrant quasiment aucune mesure de poids à destination de la construction.

Aussi, cet amendement, vise à pallier ce manque et crée un nouveau programme « logement » destiné à financer la relance du secteur du BTP. Ce programme pourrait financer, notamment, l'élargissement du PTZ, du Pinel, mais également une augmentation de la dotation aux maires bâtisseurs ou de la dotation régionale d'investissement.

Cette mesure est gagée par la diminution à due concurrence des crédits de l'action 7 (1,2 milliard) et de l'action 1 (1,8milliards) du programme 362. Le groupe Libertés et Territoires, convaincu de la nécessité de financer les projets d'infrastructures et de mobilités vertes, espère que le Gouvernement, lèvera ce gage.